

# L'INSTRUCTION SUPÉRIEURE

POUR LES FEMMES.

---

Jusqu'à présent, on n'a pas assez compris combien il est important de donner aux femmes une instruction sérieuse. C'est d'elles que dépend, en grande partie, l'avenir des sociétés libres. Ce n'est pas l'homme qui forme la femme ; c'est la femme qui, comme épouse et comme mère, forme l'homme ou le déforme. On a pu dire avec raison : Tant qu'une cause n'a pas les femmes pour elle, elle n'est jamais sûre de la victoire définitive.

Dans une famille d'ouvriers ou de paysans, quand la mère sait réellement lire et écrire, les enfants le sauront aussi, car elle lira avec eux. Mais l'instruction que le père aura acquise à l'école primaire, il ne pourra la communiquer à ses fils, car du matin jusqu'au soir il est au travail, dans les champs ou à l'atelier. Dans les familles aisées, c'est également la femme qui d'ordinaire fera que le goût de l'instruction y existera ou n'y existera pas. Très souvent les hommes éminents ont eu des mères distinguées. Pour ne citer qu'un exemple, récemment encore Littré, rappelait en termes émus tout ce qu'il devait à la sienne.

Depuis une vingtaine d'années, en Belgique comme du reste dans les autres pays de notre continent, on a fait des sacrifices pour l'enseignement primaire des filles ; mais pour l'enseignement moyen, on a fait peu, et pour l'enseignement supérieur, rien. Il s'ensuit que quand on reproche à un candidat libéral cette étrange contradiction de placer ses filles dans l'un de ces couvents qu'il attaque sans cesse, il répond qu'il ne le fait que faute de pouvoir les envoyer ailleurs, et l'excuse paraît plausible. Il existe, il est vrai, chez nous, quelques établissements où l'instruction est très supérieure

à celle de Berlaimont, de Jette ou même du Sacré-Cœur de Paris, notamment l'Institut fondé et maintenu à Liège par le dévouement de M<sup>me</sup> la baronne de Waha ; mais nos amis les libéraux leur accordent si peu leurs sympathies effectives, que leur existence peut être ignorée même de ceux qui auraient le plus grand intérêt à la connaître.

Récemment, le gouvernement actuel a pris en mains cette importante question dont dépend, je n'hésite pas à le dire, l'avenir du pays. Il a fondé, dans un très grand nombre de localités, des écoles moyennes pour filles, et il est prêt à en créer encore partout où la nécessité s'en fera sentir. En même temps, deux écoles normales pour régentes d'écoles moyennes ont été établies, l'une à Liège, l'autre à Bruxelles, et j'ai pu m'assurer, ainsi que je le montrerai plus loin, que les études y sont très complètes. Il y a plus : les femmes commencent à aborder l'enseignement supérieur.

La question de l'admission des femmes a été officiellement posée pour la première fois en 1875, par une dépêche de M. le ministre de l'intérieur Delcour, adressée aux universités de l'État.

Voici comment le rapport triennal présenté aux Chambres résume les faits :

« On a interrogé l'université de Liège sur les questions  
« suivantes :

« 1<sup>o</sup> Est-il possible, est-il désirable que les femmes soient  
« admises à pratiquer la médecine ou certaines de ses  
« branches, notamment à traiter les maladies des femmes  
« et des enfants ?

« 2<sup>o</sup> Dans l'affirmative, quelles sont les connaissances  
« qu'il y aurait lieu d'exiger des intéressés et quelles mesures  
« conviendrait-il, le cas échéant, de prendre pour organiser  
« l'enseignement à donner aux femmes qui se destinent à  
« la carrière médicale ?

« Le conseil académique a été d'avis qu'aucun obstacle  
« physique ni légal ne s'oppose à ce que les femmes se  
« livrent à la pratique de la médecine et (par 14 voix contre  
« 10 et 3 abstentions) qu'il est désirable qu'elles cherchent

« à s'ouvrir cette carrière. Mais il rejette l'idée (par 14 voix  
 « contre 6 et 3 abstentions) de les admettre à des études  
 « incomplètes en vue de l'exercice de certaines branches  
 « spéciales.

« A cette occasion, le conseil, sur la proposition de  
 « M. Trasenster, émet le vœu que l'enseignement moyen  
 « des femmes soit organisé de manière à leur permettre  
 « l'accès de l'enseignement médical universitaire. »

Le conseil académique de l'université de Gand, consulté également, émit l'avis, dit le Rapport triennal, « qu'avant  
 « de se prononcer sur la question de l'admissibilité des  
 « femmes à la pratique de la médecine, en certaines de ses  
 « branches, il y a lieu d'attendre le résultat de l'expérience  
 « qui se fait en d'autres pays ».

A la suite de cette enquête, l'article 43 de la loi du 20 mai 1876 sur les examens a stipulé : « Le gouvernement est  
 « autorisé à fixer les conditions d'après lesquelles les femmes  
 « pourront être admises à l'exercice de certaines branches  
 « de l'art de guérir. » Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas donné suite à cet article.

Le conseil académique de l'université de Liège, délibérant sur les modifications à apporter à la loi de 1876, a, dans sa séance du 11 février 1881, proposé la rédaction suivante :

« Les femmes peuvent exercer toutes les professions pour  
 « lesquelles un grade est exigé par la loi, si elles ont obtenu  
 « ce grade et l'entérinement de leur diplôme conformément  
 « à la présente loi.

Depuis lors, la question s'est présentée devant l'université de Bruxelles. En 1878, une institutrice demanda à pouvoir suivre les cours de la candidature en sciences naturelles. Le conseil d'administration de l'université ne crut pas pouvoir lui accorder cette autorisation. Elle se présenta, néanmoins, en 1880 à la deuxième session du jury central, après que la commission d'entérinement avait décidé, comme l'université de Liège, qu'on ne pouvait exclure personne des grades académiques en raison de son sexe.

Après cette décision, l'université de Bruxelles a admis les femmes à ses cours. En 1881, trois demoiselles ont suivi les cours des sciences naturelles; en 1882, cinq ont été inscrites aux mêmes cours. L'une fait son doctorat, après avoir subi les examens antérieurs.

Les autres, sauf une exception, ont subi avec succès, soit la première épreuve, soit la seconde épreuve de la candidature.

Toutes ces étudiantes sont des institutrices qui veulent compléter leurs connaissances pour enseigner comme régentes ou devenir directrices dans les écoles moyennes.

A Liège, pour la première fois, une demoiselle, mue par le plus louable dévouement filial, a demandé à être admise au cours de l'université pour obtenir le diplôme de pharmacien. Son droit n'a point paru contestable, et elle a été accueillie par les professeurs et par les étudiants avec les égards dus à sa situation exceptionnelle et à sa courageuse initiative. Plusieurs jeunes personnes vont, cette année, suivre son exemple.

Récemment, à la rentrée des cours de l'université de Liège (17 octobre 1882), le recteur, M. L. Trasenster, a présenté, au sujet de l'instruction supérieure des femmes, des faits et des considérations qui ont vivement frappé les nombreux auditeurs. Elles méritent de fixer l'attention de ceux qui nous gouvernent et aussi de ceux que l'on appelle les classes dirigeantes.

M. Trasenster examine d'abord ce point si contesté : Est-il bon, est-il utile d'appeler les femmes à suivre les cours de l'enseignement supérieur? — Que n'a-t-on pas dit à ce sujet? On en fera des bas-bleus, des femmes savantes, des êtres mixtes qui n'auront plus le charme de leur sexe et qui n'arriveront jamais à posséder le sérieux et la profondeur de l'autre. Le mari rentre chez lui, fatigué du travail de la journée, pour se reposer : il désire trouver une conversation agréable et légère, un peu de musique, et aussi — n'oublions pas les exigences de la bête, — un bon dîner. Madame lui offre un rôti brûlé et des sauces détestables; elle lui parle

du nouveau traité de physiologie et lui apporte une preuve toute récente de « la concurrence vitale » ; elle sermonne son mari parce qu'il ne comprend pas le dernier système proposé pour la représentation proportionnelle, et elle lui demande ce qu'il pense de l'explication de la direction des queues de comètes par l'influence de l'électricité. Monsieur dine mal, ne digère pas, peste contre la savantasse et va finir sa soirée au club. On peut en dire long sur ce sujet dans ce sens, et tout autant dans le sens opposé. Si les hommes et les femmes vivent de plus en plus séparés, c'est parce qu'ils n'ont plus rien de commun dans la vie intellectuelle. L'un marche en avant, l'autre en arrière. Le jeu et le tabac ont pris la place de la conversation, tout simplement parce qu'on ne cause plus. Le luxe déborde, parce que les femmes y trouvent une distraction dans le vide où elles se meuvent. En ceci, nous reculons, car l'instruction féminine de nos jours ne vaut pas, à coup sûr, celle de M<sup>me</sup> de Sévigné, et ce n'est pas pour un traité de Malebranche que nos marquises prendraient feu.

M. Trasenster me paraît avoir ici tracé la limite juste, quand il dit :

« Évidemment, il ne faut rien exagérer. Il y a beaucoup de carrières qui ne conviennent pas au sexe faible et voué aux soins de la maternité. Les femmes ne doivent occuper ni les mandats politiques, ni les emplois de la magistrature, ni les grades de l'armée, ni la plupart des fonctions civiles ; mais il ne faut pas les exclure de toutes les hautes carrières intellectuelles ; il faut surtout se garder de croire que l'on a fait pour leur instruction tout ce que l'intérêt social commande.

« Sans doute, les femmes ayant à la fois la situation, l'intelligence et la volonté nécessaires pour aborder des études longues et patientes, seront toujours en petit nombre ; mais lorsqu'une jeune fille a reçu ces facultés puissantes et privilégiées qui décident des vocations, croyez-vous qu'il soit juste, qu'il soit humain d'étouffer ses aspirations et de l'enfermer dans un cercle d'occupations où elle se sentira fourvoyée et malheureuse ? »

Il est certain que si les femmes recevaient une instruction plus solide, si elles s'intéressaient davantage aux choses de l'esprit, ou tout au moins si elles pouvaient paraître en savoir autant qu'elles en savent en réalité, les relations sociales seraient infiniment plus agréables. Est-ce que les salons du XVIII<sup>e</sup> siècle ne forment pas un des chapitres les plus charmants de l'histoire de la littérature française? Là se rencontraient gens d'esprit et femmes distinguées, savants, hommes de lettres et grands seigneurs : tous y gagnaient et la culture nationale s'y élevait et s'y affinait. Je l'ai déjà dit ici même, j'ai retrouvé quelques salons de ce genre en Italie, notamment ceux de M<sup>me</sup> Marcello à Venise, de M<sup>me</sup> Peruzzi à Florence et de M<sup>me</sup> Minghetti à Rome. Les écrivains et les savants les plus absorbés y venaient volontiers, parce qu'ils y trouvaient de charmantes femmes qui s'intéressaient à leurs travaux. Elles leur parlaient de leur dernier livre et de leur découverte récente. Ils étaient flattés ; ils répondaient. Elles s'instruisaient en s'amusant, et ils étaient charmés, parce qu'on les écoutait avec intérêt, ce qui est l'encens le plus doux et le mieux dissimulé. Chez la comtesse Lovattelli, que sa connaissance approfondie de l'épigraphie ancienne a fait admettre à l'Académie royale du *Lincei*, se réunissaient les philologues : aussi jolie et aimable que savante, nul ne peut lui reprocher le moindre grain de pédantisme. Existe-t-il en Belgique des salons de ce genre? je l'ignore; tout ce que je sais, c'est que deux personnes bien en situation pour réussir à en former un ont échoué. La raison en est simple : qui, chez nous, dans le monde féminin, connaît les livres ou les découvertes des savants, et surtout qui oserait leur en parler? On ne veut pas s'exposer à paraître pédante, et on le paraîtrait en effet. Il s'ensuit que l'homme d'étude, à moins qu'il n'ait les goûts du monde, se sent aussi dépaysé dans nos salons qu'Herbert Spencer dans le Wigwam de Sitting Bull ou Cetiwayo chez le prince de Galles. Il ne s'intéresse pas à ce que l'on dit, et ce qu'il pourrait dire n'intéresserait personne. Il ne manque pas de femmes chez nous qui ont de l'instruction, mais elles n'osent le montrer, crainte d'être

ridicules. Toute l'atmosphère est anti-scientifique, et le gouvernement donne l'exemple. Pour les arts, on ne refuse rien. Pour les lettres, on les tient en médiocre estime. Le moindre tableau vaut plus à son auteur que telle découverte qui illustre un nom à l'étranger. Les femmes forment l'opinion. Instruisez-les davantage : le goût des choses de l'esprit deviendra plus général.

M. Trasenster, s'élevant à des considérations très neuves et très justes, montre, en termes éloquents, le mal que fait à la société la culture insuffisante de la femme dans les classes supérieures. Je transcris tout le passage ; je craindrais de l'affaiblir :

« Mais ce qui constitue pour notre pays une situation périlleuse et ce qui préoccupe tous ceux qu'anime un patriotisme éclairé, c'est l'ignorance et l'oisiveté qui règnent chez les jeunes gens des classes riches.

« Loin de comprendre que la richesse impose des devoirs, et d'impérieux devoirs, ils croient qu'elle donne le droit de n'être propre à rien ; ils estiment que leur impuissance et leur nullité sont une distinction, comme si nous étions encore au temps où les nobles s'honoraient de ne pas savoir écrire.

« C'est une grande déperdition de force pour une nation que la vie innocuée de ceux qui devraient intervenir dans les affaires publiques et dans les œuvres civilisatrices, ou qui, à tout le moins, devraient appliquer utilement leurs facultés. Un pays de grande liberté, comme le nôtre, impose de grandes responsabilités à tous ceux qui ont une situation privilégiée.

« On sait combien les choix sont souvent restreints pour les mandats électifs et pour les hautes fonctions politiques. C'est un danger pour l'avenir de nos institutions. . . . .

« Croit-on que si, ici comme en Hollande, en Angleterre et en Allemagne, les femmes considéraient comme un déshonneur pour un jeune homme d'être ignorant et oisif, si les mères prouvaient à leurs fils qu'elles attachent réellement un grand prix au travail ; croit-on que si, au lieu de craindre de développer la raison et l'intelligence des jeunes filles,

elles leur donnaient une instruction sérieuse, la situation que tout le monde déplore ne se modifierait pas ?

« Je sais bien que l'on tourne un peu dans un cercle vicieux. Comme le dit Dupanloup : « Tant que les femmes ne sauront « rien, elles voudront des hommes inoccupés. Et tant que « les hommes ne se décideront pas au travail, ils voudront « des femmes ignorantes et frivoles. »

« Il n'en est pas moins vrai que c'est par la femme que la régénération des classes élevées doit se faire. »

Quand Stuart Mill réclamait le droit électoral pour les femmes, son but était surtout de les arracher aux frivolités qui abaissent leur esprit et dévorent leur existence. Quand elles s'enflammeront pour le bien public, elles attacheront moins d'importance à la coupe ou à la couleur d'un vêtement. Plus un être s'élève dans la région du dévouement au bien et aux idées, moins il s'inquiète des niaiseries où s'attachent les âmes retenues dans les sphères inférieures. Dans les débats politiques, l'intérêt général prend encore trop de place ; c'est pourquoi j'aime encore mieux, pour une femme, les études supérieures.

Quand M. Trásenster réclame pour les jeunes filles l'entrée à l'université, il sent bien qu'il va choquer des préjugés très enracinés. Aussi a-t-il soin de s'abriter derrière les autorités les moins contestées. Il en cite qui feront réfléchir. Voici, par exemple, ce que dit à ce sujet l'évêque Dupanloup, dans un écrit intitulé : *Femmes savantes et femmes studieuses*.

Il établit d'abord que « c'est pour les femmes un devoir « d'étudier et de s'instruire ; le travail intellectuel doit « avoir sa place réservée parmi les occupations qui leur sont « spéciales et parmi leurs obligations les plus importantes.

« Qu'on ne s'y trompe pas, dit-il, des principes rigides « avec des occupations futiles, de la dévotion avec une vie « purement matérielle ou mondaine, font des femmes sans « ressources pour elles-mêmes et quelquefois insupportables « à leurs maris et à leurs enfants. »

Dupanloup signale ensuite l'influence sociale néfaste de l'éducation qu'on donne aux jeunes filles :

« La vérité pénible que je veux dire ici, c'est que l'édu-  
 « cation, même religieuse, ne donne pas toujours, donne trop  
 « rarement aux jeunes filles et aux jeunes femmes le goût  
 « sérieux du travail. J'attribue cet éloignement pour le tra-  
 « vail d'abord à l'éducation qu'on leur donne, légère, frivole  
 « et superficielle, quand elle n'est pas fausse, et ensuite au  
 « rôle qu'on leur fait dans le monde, à la place qu'on leur  
 « réserve dans la famille, même dans certaines familles  
 « chrétiennes. . . . .

« On approuve, et on fait bien, dit Dupanloup, une jeune  
 « fille qui parle deux ou trois langues vivantes. Mais si, sui-  
 « vant le conseil de Fénelon, vous avez appris un peu de  
 « latin, cachez cette étude *comme un péché*, ou vous êtes,  
 « comme on dit, un *bas bleu*. On vous passera aussi diffici-  
 « lement le goût des lectures sérieuses, des études histo-  
 « riques.

« Si on était plus indulgent, si on ne frappait pas de ces  
 « stupides anathèmes des femmes qui étudient, celles qui en  
 « ont le goût s'y livreraient sans penser qu'elles font une  
 « chose extraordinaire; et alors, fussent-elles même en petit  
 « nombre, elles communiqueraient une certaine vie à la  
 « société. Peut-être le niveau des conversations, des occu-  
 « pations et des idées s'élèverait-il. Les choses élevées inspi-  
 « reraient plus d'intérêt, et, vraiment, qui pourrait s'en  
 « plaindre? »

Dans une lettre que J. Stuart Mill écrivait aux dames de  
 Saint-Pétersbourg, qui s'efforçaient d'obtenir un enseigne-  
 ment supérieur pour les femmes, nous lisons :

« L'égal accès des deux sexes à la culture intellectuelle  
 « importe non seulement aux femmes, mais encore à la civi-  
 « lisation.

« Je suis profondément convaincu que le progrès moral et  
 « intellectuel du sexe masculin risque beaucoup de s'arrêter  
 « sans cela, non seulement parce que rien ne peut remplacer  
 « les mères pour l'éducation de leurs enfants, mais parce  
 « que l'influence sur l'homme lui-même du caractère et des  
 « idées de la compagne de sa vie, ne peut pas être insigni-

« fiante. Il faut que la femme le pousse en avant ou le  
« retienne en arrière. »

Le recteur de l'université de Liège résume un grand nombre de faits qui prouvent que les femmes, quoi qu'on en puisse dire, peuvent réussir dans les études supérieures aussi bien que les hommes. C'est la Russie qu'il faut citer d'abord, car on y a organisé dès 1870, à Saint-Petersbourg, une académie médico-chirurgicale pour les femmes, dont les cours comprenaient quatre années. Pour y être admise, il fallait être âgée de vingt ans, avoir obtenu un diplôme d'institutrice libre ou achevé ses études dans un lycée.

Cette tentative fut parfaitement accueillie. Chaque année, plus de cent jeunes filles furent admises. Le conseil académique conférait les grades, comme pour les étudiants de l'université.

Les trente-deux professeurs qui enseignent à la faculté des femmes affirment que les étudiantes n'ont pas été inférieures aux hommes dans les examens, dans les exercices pratiques du laboratoire, les cliniques et dans le service médical de l'armée, durant la dernière guerre contre la Turquie. L'un des professeurs, M. le Dr de Cyon, qui a examiné sur la physiologie, constate que sur 100 récipiendaires hommes, 20 ont passé très bien, 60 ont satisfait et 20 ont échoué, tandis que sur 100 étudiantes, 48 ont obtenu le premier degré, 50 ont satisfait et 2 seulement ont échoué. Dans cette branche si difficile, les femmes l'emportent donc sur les hommes. Aussi, le conseil des professeurs a émis à l'unanimité l'avis « qu'il est nécessaire d'attribuer aux élèves femmes qui ont subi avec succès les examens les mêmes titres scientifiques et les mêmes droits dont jouissent les hommes qui ont terminé leurs études dans les universités ».

Dans son livre *Étude sur les questions d'enseignement supérieur* (Paris, 1879), le Dr de Cyon dit que les femmes diplômées sont une véritable providence dans les campagnes, où elles sont bénies par les familles des paysans. Une trentaine sont entrées dans le service médical de l'armée, durant la dernière guerre, et 25 ont été décorées

de l'Ordre de Saint-Stanislas. Malgré les succès si remarquables de l'institut médical pour femmes, un ukase l'a supprimé récemment, mais uniquement pour des motifs politiques.

En 1878, des cours supérieurs pour femmes ont été organisés à Saint-Pétersbourg, de manière à former une institution scientifique et littéraire ayant un véritable caractère universitaire. L'an dernier, les cours ont été suivis par 938 élèves. La durée des études est de quatre ans. Le 3 octobre dernier (1882), une solennité a consacré la sortie de la première série des diplômées. Elles étaient au nombre de 163, dont 99 pour la section des lettres et 84 pour celle des sciences. Ces faits, que j'emprunte à M. L. Trasenster, prouvent à quel point l'enseignement supérieur est recherché par les femmes en Russie et les remarquables succès qu'elles y obtiennent.

C'est aux États-Unis que l'instruction universitaire des femmes a acquis le plus grand développement. Il faudrait un livre pour citer tous les faits qui le prouvent.

En voici quelques-uns pris au hasard. A Philadelphie, il existe une école de médecine pour les femmes qui est renommée, et celles qui en sortent, après avoir terminé leurs études, sont préférées aux médecins pour les collèges de filles, les couvents et aussi pour certaines maladies spéciales des femmes et des enfants. On remarque qu'elles sont très soigneuses et très occupées des cas qu'elles soignent; on en cite, dans les grandes villes, qui gagnent 80,000 à 100,000 francs par an. On estime qu'il doit y en avoir plus de 500 qui pratiquent dans toute l'Union. Dans l'université de Michigan, qui compte environ 1,500 élèves, le tiers sont de jeunes personnes qui étudient non seulement la médecine, mais les sciences, les lettres et même de droit. Dans le célèbre collège Vassar, 400 jeunes filles environ suivent les cours, qui durent quatre ans. Le programme correspond à celui des facultés des lettres et des sciences de l'Europe. Pour l'admission aux cours, on exige, outre les matières générales, le latin et l'algèbre jusqu'aux équations du second degré. Aux États-Unis, on suit généralement le même programme

pour les deux sexes, et parfois, comme à Providence, ils sont réunis dans le même établissement.

En Angleterre, un grand mouvement existe pour favoriser l'instruction supérieure des femmes. L'université de Londres leur décerne les degrés en littérature, en arts et en sciences, et à l'*University College*, les jeunes filles sont admises à tous les cours que suivent les étudiants. En 1874, une école médicale complète pour femmes a été ouverte, et 100 étudiantes environ y ont suivi les cours, faits par des professeurs des plus distingués, parmi lesquels plusieurs femmes, les docteurs Sophie Jex-Blake, Garrett-Anderson, Louise Atkins et Edith Pechey.

En 1881, c'est à une élève de cette institution, miss Priedeaux, que l'université de Londres a décerné la médaille d'or pour l'Académie, et d'autres y ont également obtenu des distinctions scientifiques. Récemment, le célèbre professeur Huxley, présidant la distribution des prix de cette école, disait que la commission royale instituée pour étudier la question de l'enseignement supérieur des femmes se prononcerait probablement pour l'égalité des droits des deux sexes en cette matière. L'université royale d'Islande admet maintenant les femmes « à tous les degrés, honneurs, concours, prix et bourses », aux mêmes conditions que les jeunes gens.

Je dois à l'obligeance de lady Stanley d'Alderley, dont je tiens à la remercier ici, des documents concernant un collège universitaire pour jeunes filles établi à Cambridge, le *Girton-College*. Le programme est celui de l'université et comprend quatre années. Cet établissement a obtenu la personnification civile, et des personnes bienfaitrices y ont fondé des *scholarships* (bourses) pour les jeunes filles peu aisées. Les demandes d'admission sont si nombreuses, qu'il faut, presque chaque année, agrandir les bâtiments. Sur les 137 élèves admises, 62 ont obtenu les « honneurs universitaires », soit 32 pour les lettres anciennes, 18 pour les mathématiques, 10 pour les sciences naturelles, 7 pour les sciences morales, 4 pour l'histoire et 1 pour la théologie. 20 ont

obtenu le grade de *Bachelor of arts* (baccalauréat supérieur) et 44 sont encore inscrites aux cours. La plupart des jeunes filles sortant de *Girton-College* obtiennent des places bien rémunérées dans l'enseignement. Ce remarquable succès a amené la création d'une institution semblable à Oxford, *Sommerville-Hall*.

Il s'est formé aussi, sous le patronage de la fille de la reine, la marquise de Lorne, et avec le concours d'un grand nombre de personnes haut placées, une grande société pour établir, dans les localités importantes, des institutions d'enseignement moyen supérieur, comprenant, outre les branches habituelles, le latin, l'économie sociale, et les sciences naturelles. Cette société a dépensé, en 1881, 56,791 liv. st. (1,289,775 fr.) et reçu, en rétributions scolaires, 61,791 liv. st. (1,544,775 francs); le nombre des élèves s'est élevé à 4,336. Elles seront préparées à suivre les cours universitaires si elles le désirent.

M. Trasenster nous apprend qu'il a en mains la liste de 26 femmes admises à la pratique médicale en Angleterre.

C'est en Suisse qu'on trouve relativement le plus de femmes suivant les cours universitaires : en 1881, 26 à Zurich, dont 11 pour la médecine, 7 pour la faculté de philosophie, et 6 auditeurs libres; à Berne, 30, dont 27 en médecine et 3 en philosophie, la plupart russes; à Genève, 53, 5 en sciences, 5 en médecine, 3 auditeurs libres en sciences, 34 en lettres, 4 en lettres et sciences, et 2 en lettres et médecine. A Berne, une jeune Russe a passé l'examen de droit *summâ cum laude*, avec l'intention d'ouvrir un cabinet de consultation juridique à Saint-Petersbourg.

Pour l'Italie, où il y a deux universités, ni M. Trasenster ni moi, nous n'avons pu réunir de renseignements complets. Dans ce pays où il y a eu des femmes professeurs dont le nom est resté célèbre, comme Cornaro Piscopia, Novella d'Andrea, Laura Bassi, Maria Agneti et Clotilde Tambroni, il n'est pas singulier que les femmes se distinguent dans le haut enseignement. Dans plusieurs universités, des jeunes filles ont subi leurs examens avec grand succès. A Bologne,

en 1878, une étudiante obtenait le diplôme de docteur en médecine; en 1881, une autre, celui de docteur en droit, avec le maximum des points, et cette année même, une troisième, celui de docteur en lettres, avec 24 points sur 27. A Turin et à Bologne, j'ai appris que des jeunes filles suivaient les cours des lycées, dans les mêmes classes que les garçons; ce qui est encore plus délicat que de fréquenter l'université.

En Suède, il en est tout autrement. Une ordonnance royale du 3 juin 1870 y a ouvert la carrière de la médecine aux femmes. Elles ont le droit de l'exercer après avoir subi les épreuves exigées des étudiants. Dans ce but, l'Institut Carolinien, à Stockholm, a ouvert un cours spécial d'anatomie pour les étudiantes; la plupart des autres cours sont suivis à l'université d'Upsal.

A Stockholm également, l'école Wallin et le lycée des demoiselles ont une section qui prépare à l'examen d'étudiant — une espèce de baccalauréat — avec les mêmes programmes que ceux des lycées de garçons. Depuis 1870, cinquante jeunes personnes ont subi cet examen. Quelques-unes ont continué leurs études à l'université; la plupart ont obtenu des places dans l'enseignement.

En Allemagne, au contraire, les universités se montrent hostiles à l'admission des femmes. Les facultés y sont souveraines, et les unes admettent les jeunes filles aux examens, les autres, aux cours et pas aux examens. M. Paul Fredericq, dans son étude sur *l'Enseignement supérieur de l'histoire*, cite ce fait qu'une étudiante qui suivait les cours pratiques d'histoire du professeur von Noorden, à Göttingue, et qui était son meilleur élève, fut obligée de se rendre à Berne pour y obtenir le diplôme de docteur. Elle enseigne actuellement à Berlin, au *Victoria Lyceum*, lycée de jeunes filles qui compte plus de mille élèves. Nulle part, en Allemagne, les facultés de médecine n'admettent les femmes à suivre leurs cours, et en Bavière, un arrêté du ministre de Lutz les en a formellement exclues, en 1880.

Il y a plus : au Congrès des médecins réuni à Cassel en septembre 1878, on n'admit qu'après un scrutin et à une

faible majorité M<sup>me</sup> Hoggan, malgré son diplôme de docteur, à lire un mémoire qui, cependant, fut jugé très remarquable et qui fut très applaudi. En Belgique, on ne peut nier qu'il y a aussi une certaine opposition de la part des médecins; mais dans les universités règne un esprit très différent; et je suis convaincu que les six jeunes filles qui suivront cette année les cours universitaires à Liège y seront accueillies avec la plus courtoise déférence, et par leurs professeurs, et par leurs condisciples.

M. Trassenster ayant bien voulu invoquer mon témoignage, je puis dire qu'appelé à présider, cette année (1882), le jury chargé de décerner les diplômes de régente d'école moyenne, j'ai été extrêmement frappé de la somme vraiment énorme de connaissances que ces jeunes filles parviennent à acquérir dans le court espace de deux années.

Sous le rapport de la rédaction et de la précision des réponses, leurs examens étaient très supérieurs à ceux de nos candidats en philosophie. Il est vrai que ceux-ci rédigent ordinairement très mal, et par la simple raison qu'ils ne sont tenus à le faire que rarement au collège, et pas du tout à l'université<sup>1</sup>. Parmi ces futures régentes, plusieurs ont subi d'une façon remarquable les épreuves extrêmement difficiles et surchargées de l'examen. L'une d'entre elles surtout, M<sup>lle</sup> C..., de l'institut Gatti de Gamond, a émerveillé le jury. Aucun de nos élèves en droit, même de ceux qui arrivent au grade de docteur en sciences politiques et administratives, n'a jamais passé, à ma connaissance, un examen aussi brillant. Connaissance complète de toutes les matières : mathématiques, sciences naturelles, littérature, histoire ; ordre parfait dans

<sup>1</sup> J'en appelle sur ce point à tous mes collègues. Je ne citerai qu'un exemple : Parmi nos récipiendaires à la Faculté de droit qui demandent, pour raison de santé, que leur examen soit remis à une autre session, un nombre relativement affligeant d'entre eux écrivent « cession ». Ainsi que me le disait un de mes collègues de la Faculté de médecine, depuis la suppression de toute épreuve à l'entrée des universités, on peut devenir médecin sans savoir ni lire ni écrire. Il suffit de suivre les cours et d'avoir assez de mémoire pour retenir les leçons, et on peut, au besoin, se faire lire les cahiers par un ami. Régime déplorable.

l'exposition, justesse dans l'expression, choix irréprochable des mots : c'était « stupéfiant ». Si une personne aussi bien douée pouvait suivre les cours universitaires de littérature ou d'histoire, il est certain que, comme les illustres « professeuses » italiennes, elle ferait honneur à la chaire où elle serait appelée à monter.

Je conclus. Je ne crois pas, avec Stuart Mill, qu'il soit nécessaire d'accorder le suffrage politique aux femmes, mais je pense, avec le recteur de l'université de Liège, qu'il est urgent d'organiser pour les jeunes filles un enseignement moyen correspondant à celui de nos athénées, comme, par exemple, celui des *Girls public schools company* dont j'ai parlé plus haut, ou même du *Girton-College* de Cambridge, et en outre de leur ouvrir toutes larges les portes de nos universités. Celles qui y entreront seront toujours en petit nombre. Ainsi que le fait très bien remarquer M. Trasenster, toutes ne sont pas destinées à devenir mère de famille et il en est qui doivent se suffire à elles-mêmes et parfois remplacer le père<sup>1</sup>. A Malines, on vient de créer une académie de dessin pour les femmes. Le directeur de cette excellente institution, le peintre bien connu M. Geets, disait dans son discours, à la distribution des prix : « Maintenant la femme a plus de besoins que de moyens d'y pourvoir, et ainsi elle dépend toujours de l'appui d'autrui, et quand celui-ci lui manque, son sort est souvent très malheureux. Il est temps de lui donner une instruction qui lui permette de se créer une existence indépendante. » C'est la même idée qui a dicté la circulaire que notre ministre des travaux publics écrivait récemment au sujet de l'emploi des femmes dans les bureaux des chemins de fer et des postes.

<sup>1</sup> Je citerai comme exemple les circonstances touchantes qui ont amené une jeune fille à s'inscrire, l'an dernier, aux cours de pharmacie à l'université de Liège. Son père est pharmacien à Visé. Le fils, qui devait lui succéder, se noie lors des grandes inondations de la Meuse en 1880. Si le père vient à mourir, le gagne-pain de la famille est perdu. La fille aînée se décide à aller conquérir le diplôme à l'Université, au lieu de son frère noyé.

Quand la femme a assez d'élévation d'esprit et d'âme pour sortir de la poursuite étroite des petits intérêts personnels et pour s'occuper des œuvres d'intérêt général, elle apporte une force immense à la cause qu'elle soutient. Le parti catholique jouit de ce privilège. Il trouve un secours puissant là où le parti libéral rencontre trop souvent un obstacle. Il ne faut pas qu'il en soit toujours ainsi.

ÉMILE DE LAVELEYE.

